



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Renverser le capitalisme en crise !

Le 3 septembre, la direction d'Audi confirmait qu'aucun nouveau modèle ne serait produit à Forest. Cela revient à déclarer la fermeture !

La veille, le groupe VW, l'actionnaire d'Audi, annonçait se préparer à fermer des usines et à licencier en Allemagne pour faire passer ses marges de 2% à 6% ! Cette annonce suit celle des actionnaires de Bosch, Continental et ZF qui prévoient aussi de supprimer des dizaines de milliers de postes ! En France, les travailleurs du secteur automobile font face à la même politique de la part de Stellantis, MA France, Magna, et Valeo.

C'est une offensive générale contre les travailleurs ! Les actionnaires comptent maintenir, voire augmenter leurs profits au détriment des ouvriers ! Comme les marchés de l'automobile sont saturés, les constructeurs se mènent la guerre économique, et s'attaquent à des centaines de milliers d'emplois.

Tout cela ne fait qu'alimenter la crise économique, qui est loin de se limiter au secteur automobile européen.

En Wallonie et en Flandre, le nombre de faillites continue d'augmenter, tous secteurs confondus, comme chez Van Hool, Km Group et Carpetright... Les licenciements et les suppressions d'emplois se multiplient. Les marchés se rétrécissent encore plus à cause des baisses de salaires, sur lesquelles pèsent l'augmentation du chômage et les hausses de prix ! Ces mesures ne font qu'aggraver la crise.

Jusqu'à aujourd'hui, ça n'empêche pas les capitalistes de conti-

nuer à faire des profits gigantesques en faisant payer les travailleurs, en spéculant sur les marchés financiers et en bénéficiant de cadeaux fiscaux et de subventions. Les actionnaires du groupe VW qui exigent aujourd'hui des fermetures d'usines, ont empoché un profit de 18 milliards l'année passée !

Mais les profits record n'évitent pas au système capitaliste de s'enfoncer toujours plus dans la catastrophe. Au contraire ! Chaque jour la guerre économique que se livrent les groupes capitalistes à l'international s'intensifie... jusqu'à se transformer en guerre tout court. Les guerres en Ukraine, en Palestine, au Congo, en Libye,... ne sont pas autre chose que la conséquence de la politique des Etats occidentaux pour défendre les intérêts de leurs capitalistes !

Et cela ne peut aller qu'en s'aggravant. Récemment, les États-Unis annonçaient de nouvelles sanctions contre une quinzaine d'entreprises chinoises, accusées de fournir des composants à l'industrie russe... C'est de cette manière que les guerres économiques et militaires s'entremêlent et finissent par s'étendre et se généraliser !

Les dirigeants du capitalisme sont incapables d'empêcher la marche à la généralisation de la guerre, même s'ils le voulaient ! Ils sont en revanche bien déterminés à défendre leurs profits, quelles que soient les circonstances. C'est pourquoi Biden, Macron, Scholtz, tout comme les généraux de l'Otan, préparent dès à présent à des guerres de plus grande ampleur, et notam-

ment contre la Chine.

Mais la préparation à la guerre coûte cher. Alors, comme en France ou en Belgique, les capitalistes chargent les gouvernements de faire payer la population en imposant des mesures d'austérité, tout en augmentant les budgets et les recrutements de l'armée. En Belgique, c'est exactement ce que le patronat attend de De Wever (NV-A), Bouchez (MR), Prévot (Engagés), Rousseau (Vooruit), etc.

Les politiciens de gauche comme de droite gouvernent contre les intérêts des populations au seul profit des capitalistes. Et pour cela ils sont haïs par de larges couches de la population.

C'est sur ce terrain que l'extrême droite monte électoralement en Belgique, en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne. Beaucoup disent «*ceux-là on ne les a pas encore essayés*». Mais c'est faux, partout où elle arrive au pouvoir, comme en Italie, en Hongrie ou en Pologne, l'extrême droite, elle aussi, gouverne pour les capitalistes, contre les travailleurs !

L'extrême droite, avec ses idées racistes et nationalistes qui alimentent les divisions, n'est absolument pas opposée au capitalisme. Elle n'en est que le dernier recours, quand tous les partis de gauche et de droite se sont complètement décrédibilisés.

Le capitalisme s'enfoncé dans la crise et la guerre. Pour éviter à l'humanité une nouvelle catastrophe comme les deux guerres mondiales, il faut le renverser !

Cela, seule la classe ouvrière en est capable. Les travailleurs sont les plus nombreux, ils sont ceux qui font tourner toute la société, et n'ont intérêt ni à la course au profit, ni à la

concurrence qui alimente la crise.

Les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de s'unir, non seulement pour défendre leurs salaires et leurs conditions de travail, mais pour arra-

cher le pouvoir aux capitalistes, et construire une société débarrassée des crises, des guerres et de l'exploitation !

Dans les entreprises

Audi Forest: faire payer les actionnaires !

Depuis mi-Août, la direction d'Audi Forest a entamé la procédure Renault après avoir annoncé son intention de fermer l'usine et de licencier des milliers d'ouvriers.

Mardi 4 septembre, lors d'une réunion avec les syndicats, elle confirmait qu'aucun modèle n'était à attendre pour le site. Ce n'était pas une surprise, mais cela entérinait son intention de fermer l'usine.

Le lendemain de son annonce, la direction tentait de faire reprendre la production aux ouvriers. A 6h, les tôliers de l'équipe du matin sont arrivés à l'usine, mais à l'initiative des délégués syndicaux, ils ont décidé de ne pas reprendre le travail. A la sortie, ils étaient fiers d'avoir résisté à l'absurdité de la demande de la direction qui veut les faire produire après leur avoir annoncé que l'usine allait fermer !

La direction avait planifié une reprise par étape. Mercredi, tôlerie, jeudi peinture et vendredi montage. A la suite des tôliers, aucune équipe n'a repris le travail.

Vendredi 6 septembre, avec le retour des ouvriers du montage, c'était la première fois que tous étaient réunis à l'intérieur de l'usine depuis l'annonce de l'intention de fermeture. La direction n'était pas à son aise de voir autant d'ouvriers rassemblés sans qu'ils ne soient complètement absorbés par la production... Alors le management a annoncé aux travailleurs qu'ils pouvaient partir sans attendre, tout

en étant payés. Quelques-uns sont restés jusqu'à la fin, mais en l'absence de tout autre perspective que celle de traîner à son poste à regarder sa montre, beaucoup ont préféré rentrer chez eux. Cependant, entre collègues, les discussions allaient bon train et cela faisait du bien de se retrouver enfin ensemble pour discuter de la situation.

Dimanche 8 septembre à 19h, la direction annonçait sa contre-attaque. Devant le refus de produire, mais aussi en réaction à l'action des délégations qui avaient «*confisqué*» les clés de 200 voitures produites, la direction décide de fermer l'usine jusqu'à nouvel ordre et de ne pas payer les salaires. C'est le lock out.

Face à la provocation, plus d'une centaine d'ouvriers réagirent le soir même, se rendirent devant l'usine et commencèrent une occupation. Dès le lendemain matin, ils étaient plus de 200 rassemblés devant l'usine.

Beaucoup considèrent qu'il était plus que temps de réagir. Mais maintenant que faire ? Les délégations syndicales sont avares d'informations. Aux médias elles disent que «*Audi déclare la guerre aux travailleurs*», mais elles n'annoncent aucun plan de bataille ! Elles n'ont pas de plan, car elles refusent de mobiliser les travailleurs pour créer un rapport de forces face aux actionnaires de VW-Audi.

Jusqu'à aujourd'hui aucune revendication des ouvriers n'a été

clairement formulée, en revanche, tout comme les idées d'actions, elles fourmillent dans toutes les têtes ! Mais la seule manière d'y donner forme, et de construire l'unité dont chacun sait qu'elle est primordiale, serait d'en discuter entre tous ceux qui ne veulent pas se laisser faire, de s'engueuler peut-être, mais de décider ensemble des revendications et des actions ! Et cela, c'est possible devant l'usine lors de l'occupation, aussi bien que dans l'usine, même en cas de reprise du travail !

Mais de cette discussion-là, les directions syndicales n'en veulent pas car elles craignent d'en perdre le contrôle. Pour l'éviter, elles disaient jusque-là que ça n'était pas le moment car «*on est toujours dans la phase 1 de la loi Renault*». Mais la direction, elle, n'attend pas ! Et avec le lock-out, elle ne s'embarrasse pas non plus de respecter la loi !

S'y refuser, c'est se condamner à l'impuissance. Pour les appareils syndicaux aussi c'est un véritable suicide, car avec chaque jour qui passe, les patrons font la démonstration que l'époque où ils prenaient le temps de s'entendre avec les syndicats est bel et bien révolue.

Tant que ce ne sont pas les ouvriers eux-mêmes qui décident d'agir de concert, toutes les actions, de la prise des clés, à l'allumage d'un feu devant l'usine, ne restent que des apparences sans force, et la direction le sait !

Abonnement : 26 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

Jusqu'à aujourd'hui, la seule perspective proposée par les directions syndicales est la manifestation du 16. Il faudra y être nombreux, et l'utiliser pour se faire entendre des millions de travailleurs qui suivent ce qui se passe chez Audi Bruxelles !

Les mots d'ordre syndicaux «pour la réindustrialisation» sont une impasse, d'autant plus que VW annonce des fermetures en Allemagne. Mais cela n'empêche pas les ouvriers de Forest de s'adresser à tous les exploités à travers des pancartes, des slogans qui dénoncent l'exploitation vécue partout : les salaires trop bas, les charges de travail trop élevées, le fait d'être traités comme des numéros...

C'est comme cela que cette manifestation pourra être autre chose qu'un enterrement sans lendemain comme ce fut le cas lors des restructurations et fermetures de VW en 2006, Caterpillar en 2016... Mais qu'au contraire elle soit le début d'une lutte large qui pourra faire payer aux capitalistes les conséquences de leur crise !

Les travailleurs de la sous-traitance montrent le chemin

Depuis le lundi 26 août, un groupe de travailleurs des firmes sous-traitantes, et des intérimaires, campent devant l'entrée principale de l'usine Audi.

Si les travailleurs d'Audi, pour l'instant, ont leur salaire, les travailleurs de la sous-traitance ont été mis au chômage de «force majeure», qui tarde à être payé ! C'est dès la fin des congés annuels qu'ils se sont retrouvés dans des difficultés importantes, en pleine rentrée scolaire.

Pendant des années, ils ont sué dans la production de voitures. Sans leur travail, les voitures ne peuvent pas être produites. En réalité, les entreprises sous-traitantes ne sont que des ateliers de l'entreprise. Et pourtant, leurs salaires

sont 30% plus bas que ceux chez Audi.

Perdre son travail, perdre son salaire déjà bien insuffisant, c'est une catastrophe, peu importe l'entête du contrat de travail ! Les travailleurs sont donc déterminés à se faire entendre !

En deux semaines, le «camping» s'est organisé. Le nombre de tentes a augmenté, des chaises, une table, des tonnelles sont arrivées. En journée, des voisins du quartier passent apporter croissants, café et boissons. En soirée, c'est la cagnotte pour le barbecue.

Ils ont réussi à sortir de l'invisibilité. Des journalistes sont passés, et même le directeur de l'usine s'est déplacé et leur a apporté des croissants pour leur faire quelques flatteries hypocrites et tenter de les convaincre de déménager ailleurs.

Quant aux permanents syndicaux, qui depuis le départ ne voient pas le «camping du 201» d'un bon œil, ils y sont finalement venus le vendredi 6 septembre... pour faire des interviews devant les tentes. Effectivement, des ouvriers mobilisés c'est beau !



Quelques travailleurs d'Audi passent aussi. Pour l'instant, ce n'est qu'en petit nombre. La combativité n'y est pas encore. Mais la conscience qu'il faut qu'on soit tous ensemble existe bel et bien. Et en fait, le camping du 201 est surtout le rendez-vous de tous ceux qui veulent s'organiser pour se donner les moyens d'agir, et ne pas attendre jusqu'à devoir constater, impuissant, que rien n'est sorti des négociations.

Oui, le combat va être long et dur. La direction d'Audi tente de faire reprendre le travail. Un pre-

mier ouvrier du camping a reçu son C4. La direction menace de porter plainte contre les syndicats qui ont mis de côté les clés de 200 véhicules déjà produits.

Mais au moins, au camping du 201, personne n'est seul face aux coups durs, et on peut réfléchir et décider des prochaines étapes ensemble.

Systeme en faillite

Le nombre de faillites d'entreprises en Belgique continue d'augmenter. Pour l'ensemble du pays, c'est 7.200 faillites de janvier à août 2024. Une augmentation de 6,6% pour la même période en 2023.

Copeland : 227 emplois menacés

La direction de Copeland a annoncé la fermeture définitive de son site de Welkenraedt. Cette usine produisait du matériel de chauffage, de refroidissement ou encore de réfrigération.

Carpentry : fermeture des 16 magasins

En juillet, l'enseigne britannique a été déclarée en faillite et a été rachetée par son concurrent Tapi. En Belgique, le groupe déclare maintenant tous ses magasins fermés et 80 travailleurs risquent leur emploi.

AGC Glass : 34 licenciements en vue

L'usine située à Moustier-sur-Sambre produit et transforme des vitrages pour la construction. La direction de l'entreprise vient d'annoncer une restructuration. Le plan Renault prévoit la suppression de 34 emplois.

Non aux licenciements !

Dans ces trois groupes, les comités d'entreprises pointent du doigt la baisse de la rentabilité face à la concurrence et la prétendue nécessité d'être compétitif.

En fait, quand une entreprise fait des bénéfices, les capitalistes s'empressent de les fourrer dans leurs poches. Mais dès que la rentabilité baisse, c'est aux travailleurs de payer. Alors les attaques pleuvent : ils licencient, font des économies en dégradant les conditions de travail et parfois ferment définitivement, jetant usines, magasins et travailleurs à la corbeille. Tout cela pour sauver leurs profits.

Simultanément, ils tentent individuellement d'être celui qui profitera de la faillite des autres, celui qui touchera les aides de l'Etat, celui qui imposera ses règles et ses intérêts.

Dans leur panoplie de stratégies, les patrons laissent traîner certaines offres d'emplois pendant de longues périodes, attendant que ces métiers soient déclarés «*en pénurie*». Ainsi, ils peuvent profiter de subventions de l'Etat pour les formations des travailleurs et leur mise au travail.

Tous ces calculs des capitalistes ne font qu'aggraver en permanence la crise économique. Par exemple, quand ils licencient les travailleurs, ceux-ci perdent évidemment une partie importante de leurs revenus. Ajoutée à la montée des prix, cette baisse de pouvoir d'achat oblige la population à se serrer la ceinture. La consommation diminue et avec elle, les ventes des commerçants et des industriels. Les faillites augmentent

et les directions sauvent leurs profits en licenciant. La boucle est bouclée.

Tout montre que la classe capitaliste est incapable de résoudre les contradictions de sa propre économie. Elle ne sait que presser de plus en plus les travailleurs comme des citrons en se disant «*pourvu que ça dure*».

Désorganisation générale

En attendant, on manque de bras partout ! Les services hospitaliers sont débordés. Les équipes d'infirmières, d'urgentistes, de soignants en général sont constamment en sous-effectif.

Le constat est le même dans les écoles où il y a toujours plus d'enfants par classe, dans les CPAS où le nombre de dossiers par travailleur augmente sans cesse, dans les services de bus et de trains dont les horaires sont épuisants... la désorganisation du travail atteint des sommets, dans le public comme dans le privé.

Ces conditions, heures supplémentaires, cadences infernales, entraînent leur lot de conséquences : douleurs physiques, pressions psychologiques, épuisement, maladies...

Et face à tous ces constats, la seule réponse des dirigeants de la bourgeoisie est de s'attaquer aux allocations de chômage et d'engager dans l'armée. Pendant que certains

crèvent au travail, d'autres crèvent au chômage... et les dirigeants préparent la guerre.

Il y a pourtant des solutions, que les travailleurs connaissent et seront les seuls capables de réaliser : engager, répartir le travail entre tous et le rémunérer dignement !

Uber : Course aux profits

Les chauffeurs Uber ont mené une action de protestation vendredi 6 septembre, en se déconnectant de la plateforme pendant plusieurs heures.

Ils protestent contre une aggravation de leurs conditions de travail. La direction d'Uber a en effet introduit une fonctionnalité qui met en compétition différents chauffeurs sur la même course, et a annoncé que la commission d'Uber sur certaines courses allait passer de 25 à 35%, en réduisant la part touchée par les chauffeurs.

Une autre fonctionnalité a été introduite, qui imposait aux chauffeurs d'accepter plusieurs passagers en même temps, et diminuait les revenus par trajet. Celle-ci a été supprimée par Uber après l'annonce de la mobilisation des chauffeurs, en prétendant que cette fonctionnalité avait été introduite par erreur... mais elle était déjà programmée bien avant !

Leur société

Plans industriels = cadeaux aux licenciés !

Le lundi 16 septembre, les syndicats veulent amener les travailleurs devant les institutions européennes pour réclamer «*un plan industriel*» face aux licenciements et aux fermetures d'entreprises qui se multiplient, comme à Audi-Bruxelles.

Le secrétaire général des Mé-

tallos de la FGTB, Hillal Sor, constate que la direction d'Audi «*a reçu des millions de subsides*» mais que «*les industriels font le choix de maintenir des bénéfices et des dividendes élevés pour les actionnaires*», ce qui débouche aujourd'hui sur des fermetures de sites de production en Belgique, en Allemagne et ailleurs en Europe.

C'est une preuve flagrante que les «*plans industriels*» ne servent qu'à subventionner les actionnaires, pas à sauvegarder les emplois !

L'exemple chinois

Hillal Sor prend l'exemple de la Chine à l'appui de son exigence d'un plan industriel : «*Qu'on aime ou qu'on n'aime pas la manière dont ils le font, (les dirigeants chinois) ont mis une politique très forte d'investissements dans le secteur automobile pour avoir des moyens pour la recherche pour avoir les meilleures technologies. Ils l'ont fait et aujourd'hui ils en récoltent les fruits.*»

Que propose le dirigeant syndical ? De faire la même chose ! Subventionner plus les capitalistes pour une concurrence accrue ? C'est évidemment une impasse...

Les frontières, la concurrence entre les entreprises et les États, la lutte acharnée pour les profits, l'exploitation des travailleurs, tout cela mène à la guerre !

L'exemple européen

Pour relancer l'économie européenne après la crise du Covid, la Commission européenne a décidé un «*plan de relance pour l'Europe*» dont le budget s'élève à 800 milliards d'euros sur sept ans.

Sous prétexte d'une «*transition climatique et numérique équitale*», une pluie de subsides se déverse depuis trois ans sur les patrons, de la sidérurgie à la construction, de l'automobile à l'informatique. Pour faire passer, là un tram, ici la fibre optique, construire des parc éoliens, des ouvriers venus des quatre coins du monde ont été mis au travail par tous les temps, pour permettre aux patrons de toucher les subsides au plus vite.

Mais le sous-emploi n'a pas reculé, les revenus des travailleurs n'ont pas progressé, il est de plus en plus difficile de se loger, de se déplacer, de trouver une place en crèche ou à l'école... Et ça n'a pas empêché les actionnaires de décider de fermer des usines, de restructurer ou de licencier !

Le seul plan valable, c'est que les travailleurs se préparent pour le renversement du capitalisme et la mise en place d'une société où la production se fera en fonction des besoins de l'humanité, pas des profits pour une minorité.

« L'Arizona » s'attaque aux chômeurs...

Les partis de la coalition «*Arizona*» (MR, Les Engagés, NVA, CD&V, Vooruit) qui négocient la formation du prochain gouvernement

fédéral prévoient de limiter les allocations de chômage à deux ans. Demandée ardemment par le patronat, c'est une attaque frontale contre les travailleurs, alors que les licenciements se multiplient et que la crise économique s'amplifie.

... et à tous les travailleurs

Conséquence immédiate de cette mesure : plus de 90.000 travailleurs passeraient du chômage à une allocation du CPAS, et de très nombreux «*cohabitants*» seraient tout simplement exclus de toute aide sociale.

Tous ceux qui ne trouvent pas d'emploi et aussi tous ceux qui enchaînent des contrats courts seraient mis sous pression.

Cette mesure révoltante est très attendue par le patronat. Les exclus du chômage seraient poussés à accepter des conditions de travail et de salaire bien pires. Cela accentuerait la concurrence entre travailleurs, et les patrons en profiteraient pour baisser les salaires et aggraver les conditions de travail.

Au prétexte fallacieux de «*valoriser le travail*», ces mesures réduiraient le niveau de vie de tous les travailleurs.

Politique de division pour masquer la responsabilité des capitalistes

Depuis des années, et pendant toute la campagne électorale, presque tous les partis n'ont cessé de s'en prendre aux chômeurs, accusés de gagner trop, de coûter trop cher à l'Etat, de ne pas chercher un emploi, d'être privilégiés, etc.

Ces mensonges éhontés visent en réalité à diviser les travailleurs entre ceux qui ont encore un emploi et ceux qui en sont déjà privés.

Cela permet aussi de masquer la responsabilité des capitalistes dans le chômage de masse. Car ce sont eux qui créent le chômage. Rien que cette année, ce sont les actionnaires de Audi, Van Hool,

Ford, Barry Callebaut, Bpost, Crelan, Axa, Levi's, Sanofi, Cora, ExxonMobil, etc. qui ont créé des milliers de nouveaux chômeurs !

Bourgeoisie flamande et francophone: main dans la main

Le nouveau ministre-président wallon, Adrien Dolimont (MR), et David Leisteirh (MR bruxellois) sont allés déguster des petits fours avec le patronat flamand lors de la rentrée du Voka (organisation patronale flamande).

Cadeaux aux capitalistes, attaques contre les chômeurs, flexibilisation du travail : de part et d'autre de la frontière linguistique, la bourgeoisie n'a pas de conflit communautaire, elle n'a aucun mal à s'entendre pour s'en prendre aux travailleurs, quelle que soit leur langue.

Des salaires qui augmentent ?

Le gouvernement bruxellois a décidé une augmentation de 7 à 13,7% du salaire des bourgmestres et échevins prochainement élus, compensée par la suppression d'un échevin par localité.

Ce sont bien les seuls salaires que les politiciens sont capables d'augmenter. Mais tous les travailleurs auraient besoin d'une telle augmentation. Les élus communaux ne sont pas les seuls pour qui le prix du caddie et les factures augmentent.

La hausse des prix continue

Selon Test Achat, l'inflation est stable... car les prix continuent d'augmenter à la même vitesse ! Pour le mois d'août, l'inflation alimentaire s'élevait à +2,5% (comparée à août 2023).

Comparée à janvier 2022, l'augmentation moyenne est de 27% ! La pomme de terre, par exemple, est plus chère de moitié (+53%).

La montée des prix appauvrit tout le monde, à l'exception d'une minorité capitaliste qui en profite.

Précarité étudiante

Le nombre d'étudiants bénéficiant d'une aide d'un CPAS, tout comme le nombre d'étudiants qui sont obligés de prendre un travail à côté de leurs études, a doublé en dix ans. Cette augmentation de la précarité étudiante est le résultat de la crise du capitalisme, qui pousse de plus en plus de familles au chômage, ou à ne plus pouvoir suivre les prix des études de leurs enfants même avec un salaire...

Il y a pourtant plus qu'assez de richesses pour permettre à chaque jeune de suivre des études ou des formations dans le domaine qui lui plaît. Mais les capitalistes préfèrent investir ces richesses dans l'industrie du luxe, la spéculation ou l'armement...

Non à la répression

Vendredi 30 août, une trentaine de participants à l'occupation de l'Université Libre de Bruxelles en soutien à la Palestine ont été incul-

pés d'«*appartenance à un groupe prônant la ségrégation ou la discrimination raciale*», certains risqueraient une peine de prison.

Pendant sept semaines entre le 7 mai et le 25 juin, une centaine d'étudiants ont occupé un bâtiment du campus du Solbosch pour dénoncer la guerre menée par l'État d'Israël contre les Palestiniens. Cette occupation a été l'occasion pour les étudiants de se rassembler, de discuter et d'échanger leurs opinions par rapport au conflit et de sensibiliser leurs camarades étudiants.

Nous partageons la révolte et notre soutien va aux étudiants attaqués en justice par l'État belge complice de la politique de l'État d'Israël contre la population palestinienne.

Epurations nationalistes dans l'armée

La bourgeoisie se prépare à la guerre. Pour cela, elle veut une armée loyale, qui ne risque pas de fournir d'informations à son ennemi. Et les «*ennemis*» sont déjà identifiés : la Russie et la Chine en sont les principaux. C'est pour cela que ces cinq dernières années, près de 200 personnes, dans l'armée, liées de près ou de loin à la Chine ou à la Russie ont perdu leur «*habilita-*

tion», autrement dit leur accès à certaines zones militaires ou à certaines informations.

Certaines sont d'origine chinoise, et ont encore de la famille là-bas, d'autres sont mariées avec une femme russe, un autre encore a simplement eu une relation de quelques mois avec une femme biélorusse, avec qui il a eu un enfant sans pour autant continuer la relation. Tous sont considérés dorénavant comme suspects aux yeux de la hiérarchie... et des autres soldats qui suivent cette logique nationaliste dangereuse.

Cette suspicion risque bien de s'étendre au reste de la société avec la montée des tensions avec la Russie et la Chine, ou même contre les personnes musulmanes, si la situation au Moyen-Orient s'aggravait.

Mais les guerres de la bourgeoisie, et son nationalisme, ne sont jamais dans l'intérêt des travailleurs ! Quel que soit le pays contre lequel la Belgique entrera en guerre, n'oublions pas que l'ennemi principal, le capitaliste, est dans notre propre pays, et que les nations que la bourgeoisie désignera comme «*ennemies*» sont composées majoritairement de travailleurs !

Actualités Locales

Mons : crise du logement

A Mons, comme partout, il est de plus en plus difficile de se loger. Les loyers en dessous de 700 € sont excessivement rares. Et quand on n'a pas un travail en CDI, il est impossible de louer, sauf si un proche se porte garant.

Le bourgmestre de Mons, Nicolas Martin, promet la construction de 2.000 logements privés pour «*aider à réguler les loyers*». Mais pour cela, il faudrait s'opposer à la course

aux profits des rois du béton plutôt que de leur dérouler le tapis rouge. Et pourquoi pas développer un organisme public de construction de logements corrects à bon marché ?

A Epinlieu, Thomas & Piron vend 125.000 € hors frais, et hors achat de la cave et du garage qui est pourtant obligatoire, ses studios de 40 m² !

A la Digue de Cuesmes, les logements construits par Lixon coûtent de 175.000 €, pour un studio de 50 m², à 785.000 €, pour un appartement de 200 m² ! Des prix inabordables pour beaucoup de tra-

vailleurs, y compris pour les ouvriers qui s'activent sur les chantiers de construction.

Cela montre surtout à l'évidence que les salaires sont trop bas !

La Louvière : plan de relance de l'inégalité

Comme beaucoup de sociétés de logement social, Centre Habitat a reçu des subsides européens pour améliorer les performances énergé-

tiques de son parc immobilier à La Louvière.

L'argent devant être dépensé dans des délais serrés, sous peine d'être perdu, les projets se sont multipliés dans la plus grande précipitation. Certains logements, construits à neufs, sont de qualité et consomment en effet peu d'énergie pour être chauffés. Mais c'est une minorité.

Le plus souvent, des matériaux isolants ont été posés sur un bâti ancien et peu confortable. Les entreprises mènent les travaux au pas de charge, les équipes débarquent sans rendez-vous. Des toilettes, des salles de bains sont inutilisables pour de longues durées. Des fa-



milles se retrouvent à installer le salon dans le garage pour la durée des travaux. Des particuliers qui avaient fait construire une véranda à leurs frais, doivent accepter de la voir démolir pour installer une nouvelle couche d'isolant sur le mur de l'habitation.

Et surtout le nombre de logements reste complètement insuffisant pour couvrir les besoins. De nombreuses familles doivent loger dans le privé à des prix très élevés pour des logements insalubres, voire de véritables taudis. Les patrons eux, empochent le pactole.

Tram de Liège: tant de gâchis

Le gouvernement wallon vient de décider d'abandonner le projet des extensions du tram vers Seraing et Herstal.

Les travaux pour ces extensions étaient déjà entamés. Il va donc falloir reboucher, remettre de l'asphalte et restabiliser les sols tels qu'ils étaient avant le début du chantier. De plus, les études et plans préalables qui avaient déjà été réalisés finiront dans la corbeille.

À la place du tram ? Des lignes

de bus ! Avec, sur le papier, 90 millions d'économies... Mais qu'en sera-t-il dans la réalité ?

Cette désorganisation et ce gâchis ne font que s'ajouter à une longue liste. Depuis plusieurs années, le chantier du tram, sous le contrôle des capitalistes, a pourri la vie et les déplacements des travailleurs : bouchons, détours, perte de temps... Il a ruiné les petits commerces au profit des gros et a surtout rempli de subventions les poches des investisseurs réunis dans le consortium «Tram'Ardent».

Améliorer les transports en commun devrait pourtant être une priorité ! La capacité de se déplacer est fondamentale pour le fonctionnement de la société et la vie de la population. La mise en place de trams, métros, trains... est toujours présentée comme un «coût» par les gouvernements. Pourtant, ces aménagements qui améliorent l'efficacité du transport peuvent faire gagner du temps et de l'énergie à toute la société.

Mais tant que ces projets seront entre les mains des capitalistes, ils seront, comme tout le reste, une occasion de faire du profit et d'engendrer le chaos.

La restructuration chez VW Forest 2006-2007

En 2006, l'usine Volkswagen (VW) de Forest subit une violente restructuration. 3.000 travailleurs sont licenciés et partent, avec une prime, ou en prépension. Audi reprend la production mais au prix d'une aggravation des conditions de travail et des pertes de salaire importantes.

Cette année-là pourtant, VW réalise des ventes et des profits record et achète même d'autres marques. Rien que sur les six premiers mois de 2006, VW engrange un bénéfice net de 1.2 milliards, trois fois plus qu'au premier semestre de 2005.

L'annonce de fermeture

Les premières rumeurs de fermetures fuient début 2006. VW préparerait le plus grand plan social de son histoire : allongement du temps de travail, suppression de 20.000 emplois (c'est-à-dire un sur cinq en Allemagne !) et transfert du site de Forest vers l'Allemagne.

En septembre 2006, les négociations avec les syndicats débutent en Allemagne. La direction veut augmenter le temps de travail de 28,8 à 35h et supprimer des dizaines de milliers d'emplois.

En Belgique, c'est le flou complet pour les travailleurs : est-ce que l'usine va fermer ou licencier massivement ?

Le 17 novembre se tient une réunion du groupe VW. Craignant une réaction ouvrière, la police et ses autopompes sont postés partout autour de l'usine. Rien n'est annoncé. Face à ce mépris et «pour savoir», quelques dizaines d'ouvriers du montage débrayent et entraînent les autres. Les équipes de nuit et du week-end suivent et, à chaque changement d'équipe, les travailleurs restent une heure ou deux devant l'entrée... mais les syndicats n'appellent à rien !

Mardi 21 novembre, la presse et les syndicats annoncent la suppression de 3.500 emplois d'ouvriers et de 500 employés. C'est un choc. Parmi les quelques centaines

de travailleurs présents devant la porte, l'émotion est forte. Ils avaient consenti tous les sacrifices demandés. La productivité avait été poussée au maximum, les salaires réduits, les cadences avaient augmenté, alors que la moyenne d'âge était supérieure à 42 ans. Les syndicats avaient tout accepté sous prétexte de sauver l'emploi !

Réaction des ouvriers, les syndicats tempèrent

Spontanément, des centaines d'ouvriers occupent l'usine. Mais sous prétexte de quelques dégradations, qui n'étaient pas le fait des travailleurs à l'initiative de l'occupation, les responsables syndicaux font fermer toutes les portes et organisent un filtrage à la grille principale, au point que pratiquement plus personne ne peut dépasser le périmètre de l'entrée. Ensuite, les dirigeants syndicaux annoncent ne prévoir une assemblée générale que pour le lendemain matin !

Pour cette assemblée, plus de 3.000 travailleurs font le déplacement, beaucoup attendent que les dirigeants des syndicats proposent des actions. Mais ils se contentent de promettre de négocier des primes de licenciement et le maintien du maximum d'emplois à Forest, sans proposer la moindre action et en appelant les travailleurs à rentrer chez eux et... à écouter les médias pour avoir des nouvelles ! Même au sein de l'appareil syndical, des militants sont choqués !

Les dirigeants syndicaux sont hués par une forte minorité des travailleurs présents. Mais, sans autre perspective, beaucoup repartent. D'autres restent et, à 300 environ, partent en manifestation à travers la commune.

Malgré le refus des syndicats d'appeler les travailleurs à réagir, malgré l'absence d'organisation, de 50 à 200 ouvriers se retrouvent en permanence devant l'entreprise, à leurs heures de travail habituelles. Au total, quelque 500 travailleurs sont mobilisés.

Vendredi 24, une manifestation d'une centaine de militants syndicaux et de travailleurs dépose une carcasse de Polo devant le concessionnaire VW d'Anderlecht.

Ensuite, quelque 150 travailleurs se rendent devant Faurecia, l'un des sous-traitants à proximité, où l'occupation est organisée. Des visites chez les autres constructeurs automobiles – Ford à Genk, Opel à Anvers, Volvo à Gand – sont programmées dans la semaine, pour inviter les travailleurs à apporter leur solidarité à ceux de VW et venir à la manifestation de Bruxelles prévue le 2 décembre. Mais il n'y a finalement pas de contact et d'échange entre les travailleurs.

Les sous-traitants se mobilisent également dès ce moment, mais tout au long du plan de restructuration, les travailleurs de VW et sous-traitants se battent malheureusement chacun de leur côté.



La manifestation du 2 décembre 2006 et sa préparation

Les syndicats belges et l'IG Metall allemand préparent une grande «marche de solidarité» pour le 2 décembre. Mais la veille de la mobilisation, le délégué principal allemand annonce – sur un ton patronal – qu'Audi pourrait reprendre le site... si les travailleurs baissent leur salaire.

Les manifestants ne sont que 20.000 environ, au lieu du double ou triple d'autres fois. Cependant, à 20.000, il aurait été possible de proposer un plan de lutte contre les licenciements et les attaques patronales. Au lieu de quoi les dirigeants syndicaux expriment leur

soulagement de la reprise de l'usine par Audi... alors que des milliers de travailleurs sont laissés sur le carreau.

Audi dicte ses conditions

Faute de mobilisation d'ampleur, la direction d'Audi dicte ses conditions pour la reprise : réduction de 20% des coûts salariaux, dont le passage de 35 à 38 heures hebdomadaires en 2009 ; passage massif de travailleurs en sous-traitance, avec des baisses de salaire et une flexibilité accrue.

Et pour bien faire comprendre que la grève doit se terminer rapidement, la direction annonce que les 5.400 salariés ne seront plus payés par VW à partir du 4 décembre 2006.

Le premier ministre VLD de l'époque, Guy Verhofstadt, se réjouit : «Volkswagen sera un tremplin pour rendre notre économie plus compétitive». En effet, les pressions à la productivité imposées à VW-Audi se verront ensuite imposées à l'ensemble des travailleurs.

Primes et prépension

L'annonce de la reprise, et puis des primes, soulage les directions syndicales qui pourront les défendre auprès de leur base. La direction propose des primes entre 25.000 et 144.000 euros brut taxées à 55%. Des primes très loin de compenser la perte d'emploi, mais «historiques» dira le délégué principal Jan Van der Poorten qui invite les travailleurs à les accepter.

Ceux qui veulent partir et empocher la prime doivent l'annoncer rapidement. Mais c'est le brouillard complet, notamment en ce qui concerne les implications pour le droit au chômage. Chacun fait ses comptes : rester à l'usine avec une perte de salaire ou partir avec la prime mais sans être sûr de retrouver un emploi.

La direction veut la reprise

Après avoir présenté ses conditions, la direction veut imposer la reprise. Mais pour les travailleurs, rien n'est réglé et le travail ne reprend pas.

Cependant le nombre de travailleurs devant l'usine diminue. Les travailleurs sont là comme des oubliés du monde ! Les syndicats ne proposent rien, passent de temps en temps, mais n'ont pas d'infos à donner. Autour du feu, la discussion se limite de plus en plus à «*Regarde, on est si peu nombreux, les autres, où sont-ils, ils n'ont qu'à se bouger aussi...*». Faute de perspective, la démoralisation s'installe.

Le délégué principal Jan Van der Poorten annonce dans la presse – et donc aux patrons – qu'il pense qu'une reprise de travail, au moins symbolique, sera possible avant la fin de l'année. Ce sera acté par un référendum.

Le référendum sur la « poursuite du mouvement »

Vendredi 5 janvier, maintenant que la combativité est retombée, les directions syndicales organisent un référendum pour ou contre la «*poursuite du mouvement*».

À l'assemblée générale le matin du référendum, les dirigeants des trois syndicats défendent leur accord avec la direction, qui est froidement accueilli par les 2.000 travailleurs rassemblés et hués par la forte minorité qui avait participé au maintien d'une présence devant l'entrée de l'usine pendant sept semaines.

À la fin de l'assemblée, la déléguée FGTB Sandra Goret – connue comme une déléguée combative – prend la parole pour dénoncer le flou et l'insuffisance de l'accord et appelle à voter contre la reprise : «*s'ils ont eu cette somme-là, on aurait pu avoir le double, si on n'avait pas accepté directement.*» Son intervention, une critique ouverte du délégué principal Jan Van der Poor-

ten, est fortement applaudie. Mais son discours n'est prononcé qu'en français et n'est pas traduit. Un délégué libéral en profite pour l'accuser de ne pas respecter les travailleurs flamands (60% de l'effectif) mais en se gardant bien de traduire son discours...

Sur les 2.000 votants (ceux qui ont opté pour un départ volontaire et les prépensionnés sont exclus du vote) 46% se sont malgré tout prononcés pour la poursuite du mouvement (donc plus de 900 !). Mais selon la «*loi*» des bureaucrates syndicaux, il faut atteindre 66% pour faire grève. Alors que même une minorité peut faire que la production ne puisse pas démarrer et exercer une forte pression sur les actionnaires.

À l'annonce des résultats du vote vers 18 heures, 150 ouvriers sont encore présents devant l'usine. Beaucoup espèrent quand même repartir en grève à la première occasion.



Le référendum final

Le 28 février 2007, les syndicats s'apprentent à signer une «*déclaration d'intention*» avec la direction. Au menu, pour les travailleurs qui ne partent pas: passage de 35h à 38h pour le même salaire, suppression du paiement de la pause de 20 minutes, fusion des primes, la direction peut placer elle-même les RTT, etc. La direction impose un chantage : c'est à prendre ou l'usine fermera. Une fraction de l'appareil syndical relaie ce chantage de la direction.

En réaction, plusieurs débrayages éclatent, certains protestent. Face aux résistances des

travailleurs, les responsables syndicaux qui se font huer et invectiver, décident finalement d'avoir recours à un référendum. Mais loin d'être démocratique, c'est une façon de faire porter aux travailleurs la responsabilité de la fermeture de l'usine ou de l'aggravation de l'exploitation. Car le choix lors du référendum qui a lieu le lendemain, est de voter «*OUI à un avenir avec Audi*» et une exploitation aggravée, ou «*NON à un avenir avec Audi*»... et la perspective de la fermeture de l'entreprise !

Malgré tout 23% des travailleurs, un peu plus de 500, ont quand même voté NON !

Mais à la suite du référendum, 200 travailleurs de plus choisissent de partir avec la prime. Notamment une fraction de la minorité syndicale FGTB, laissant derrière eux un sentiment de défaite et une usine vidée de leurs «*grandes gueules*», toute une partie de ceux qui avaient tenu le piquet pendant 7 semaines.

En 2006-2007, les attaques sont généralisées contre les travailleurs de VW, aussi bien en Allemagne qu'en Belgique. La volonté de se défendre d'une fraction importante des travailleurs sera gaspillée par les directions syndicales qui se satisfont de ce que proposent VW et Audi: des primes, prépensions et une reprise partielle par Audi; et manoeuvrerons pour in fine pousser à la reprise.

Pour défendre leurs intérêts face aux attaques patronales, les travailleurs doivent se doter d'une direction du mouvement sous leur contrôle, qui sera le reflet de leur volonté de se défendre.



Libye:

Mort d'un bourreau

Le trafiquant d'êtres humains libyen Abdelrahman Milad, surnommé Bija, est mort dans une fusillade le 1^{er} septembre. À la fois garde-côte et passeur, il représente bien la barbarie de la politique européenne de la migration.

En effet, il était présent lors de la signature d'un accord entre l'Union européenne et la Libye en 2017. Cet accord, à l'initiative de l'Union européenne, soutenait la création d'une «zone de sauvetage» libyenne le long des côtes.

Avant ça, les bateaux qui secouraient des migrants près de la Libye devaient les ramener dans un port européen, les seuls ports considérés comme sûrs dans la région. La création de cette zone libyenne donnait la responsabilité du sauvetage de bateaux en difficulté, majoritairement des bateaux de migrants, à la Libye... qui était en pleine guerre civile !

Cet accord s'accompagne encore aujourd'hui, de centaines de millions d'euros versés à la Libye pour l'aider à «sauver» des migrants. Sauf que les autorités européennes savaient très bien que ça ne contribuerait pas à améliorer la sécurité dans la Méditerranée, bien au contraire. Non seulement les autorités libyennes n'ont pas d'unité chargée de secourir les migrants, et laissent couler les bateaux qui appellent à l'aide. Mais en plus, cela a ouvert la voie à un véritable trafic d'êtres humains.

Car les garde-côtes libyens comme Bija, avec la complicité des milices qui se partagent le pays, traquent les migrants pour les prendre en otage. Pour cela, ils peuvent compter sur l'aide de l'agence européenne des gardes côtes Frontex, qui envoie ses drones dans la zone. Mais les garde-côtes libyens n'ont en réalité pas telle-

ment de mal à retrouver les embarcations, car ce sont eux-mêmes qui jouent le rôle de passeur, comme le faisait Bija.

Une fois repérés, les garde-côtes arrêtent brutalement les bateaux, frappant les occupants, tirant dans l'eau juste à côté d'eux. Ces migrants sont ramenés dans des prisons insalubres ou pire, dans des centres clandestins gérés par des milices, où ils sont torturés, violés, mutilés, et des vidéos sont envoyées à leurs familles pour obtenir de l'argent, ceux ne pouvant pas payer étant réduits en esclavage.

UE criminelle

L'hypocrisie de l'Union européenne a été dénoncée par un rapport de Human Rights Watch sur les garde-côtes chypriotes et libanais. Ces garde-côtes sont financés par l'Union européenne afin de «mieux protéger les frontières»... Ils renvoient en fait les migrants en Syrie, où les attendent violence et misère. Mais avec le milliard d'euros qui vient d'être octroyé au Liban pour repousser les migrants, il y a de quoi ouvrir au moins quatre hôpitaux, et embaucher des milliers de travailleurs, européens ou non, pour les faire fonctionner !

Les dirigeants européens prétendent verser de chaudes larmes lors du naufrage de bateaux de migrants. En réalité, ils sont les premiers coupables !

Morts dans la Manche

En plus des nombreux morts en Méditerranée, le nombre de migrants qui meurent en tentant de traverser la Manche est en augmentation, malgré une baisse du nombre de départs. Il y a déjà 34 morts recensés en 2024, pour 31 sur l'ensemble de l'année 2021.

Cette augmentation du nombre de morts est en grande partie due à une augmentation des

contrôles et de la surveillance des côtes françaises. Les passages se font de plus loin, avec plus de personnes par embarcation, ce qui augmente les risques de naufrage. Début septembre, le dernier bateau à sombrer transportait 60 personnes, 12 d'entre elles ont perdu la vie...

La violence contre les migrants s'aggrave. Les gouvernements, qu'ils soient de gauche, de droite, ou d'extrême droite, augmentent la répression contre eux, sous le faux prétexte qu'ils menaceraient les emplois et la sécurité des Européens.

Le chômage n'est pas dû aux migrants, mais aux patrons qui ferment les entreprises. L'immense majorité des assassinats, notamment des femmes par leur conjoint, n'est pas le fait de migrants, mais de Belges, de Français ou d'Allemands tout ce qu'il y a de plus Belge, Français ou Allemand !

Les migrants sont avant tout des travailleuses et des travailleurs qui fuient les guerres et la misère créée par l'impérialisme occidental. En s'attaquant à eux, ils s'attaquent à l'ensemble du monde du travail !

Les travailleurs qui approuvent ces mesures se tirent une balle dans le pied. Nous ne pourrions venir à bout du capitalisme qu'en nous unissant, quelle que soit notre origine, notre nationalité, la couleur de la peau ou la religion, pour mener ensemble une lutte pour un monde communiste, débarrassé de l'exploitation !



Soudan : guerre et millions d'affamés

La population soudanaise, près de 50 millions d'habitants, subit les conséquences terribles de la guerre opposant deux généraux militaires et leurs armées pour le contrôle économique et politique du pays.

Les pillages, incendies d'habitations, viols, sont le lot quotidien. A cela s'ajoutent des cas d'enlèvements de femmes et de filles réduites en esclavage, mariées de force ou rançonnées. Depuis le début de la guerre en avril 2023, plus de 60.000 civils ont été tués et plus de 10 millions déplacés.

Dans ce contexte, tout manque: l'eau propre et potable, les médicaments, le matériel de secours, les hôpitaux, les lits, le carburant. Nombreux sont ceux qui dorment à même le sol, et une grande partie des enfants sont déscolarisés.

Les destructions de récoltes entraînent une situation dramatique de famine. Près de la moitié de la population, soit 25 millions de personnes, ont un besoin urgent de nourriture, en plus d'aide médicale. Certains rapports indiquent que 2,5 millions d'entre eux pourraient mourir de faim avant la fin du mois de septembre.

La pénurie alimentaire aggrave encore la crise sanitaire notamment par la consommation d'eau non potable qui s'écoule dans les rivières. Cela provoque des cas de choléra, qui s'ajoutent aux épidémies de malaria et de méningite.

Pendant que la guerre condamne la population, l'extraction et la circulation de l'or dans le pays continuent, elles, sans faille. Le sol est riche en métaux rares, depuis 25 ans, l'or a pris une place prépondérante dans l'économie du Soudan. Et malgré l'enfer que vit la population, l'or continue d'être miné, récolté et puis exporté, passant par les banques égyptiennes ou encore par les Emirats Arabes Unis.

Une guerre menée avant tout contre la révolte

Les «Forces armées soudanaises», sous le commandement du général al-Bourhane, et les «Forces de soutien rapide» (FSR) du général Hemetti, avaient réprimé ensemble la mobilisation populaire qui avait chassé le dictateur al-Bachir en 2019. Les deux généraux avaient tiré sur les manifestants et renversé ensemble en 2021 le gouvernement civil qui s'était mis en place à Khartoum.

En avril 2023, la rivalité sourde entre les deux généraux s'est transformée en affrontement direct pour le pouvoir. Cette guerre a dépassé dès le départ les frontières du Soudan. Al-Bourhane dispose du soutien de l'Égypte, de l'Iran, du Qatar ou encore de la Turquie. De son côté, Hemetti a l'appui des Emirats arabes unis.

Mais même en guerre, les deux généraux continuent de s'entendre sur un point : en finir avec la révolte populaire. L'armée, comme le FSR, s'efforcent de réprimer toute forme d'opposition, n'hésitant pas à emprisonner, tuer ou torturer, journalistes, activistes et militants...

Le général al-Bourhane a le soutien de l'Égypte, abondamment équipée militairement par la France et les USA. Quant aux dirigeants européens et américains, ils font étalage d'hypocrisie, d'appels creux aux négociations de cessez-le-feu, promettent des aides humanitaires absolument insuffisantes ! Ils jouent les donneurs de leçons en feignant d'oublier qu'ils ont colonisé, pillé, mis à sac toute l'Afrique et ont, de fait, la plus grande part de responsabilité dans le sort tragique de la population soudanaise.

Infection capitaliste

Les guerres et la misère créées par le capitalisme ne peuvent manquer de propager de nouveaux virus ou de faire revenir ceux que l'on avait en partie éradiqués.

À Gaza, c'est la poliomyélite

qui fait sa réapparition, alors qu'elle avait pratiquement disparu à l'échelle mondiale après des dizaines d'années de recherche et de vaccination. Au Congo, c'est l'infection du Mpox qui se développe, une variole qui a déjà fait plus de 600 morts et qui s'est multipliée depuis le début de l'année 2024, atteignant à présent plus de 20.000 personnes au Congo et dans le monde.

Les campagnes de vaccination qui répondent à ces maladies sont largement insuffisantes... Les moyens pour y faire face sont pourtant immenses, les vaccins existent, les nombreux laboratoires pharmaceutiques pourraient permettre de venir à bout de ces maladies en quelques semaines... Mais pour cela il faudrait d'abord éradiquer la maladie qu'est la course au profit capitaliste !



Nouveau massacre en RDC

Au moins 129 personnes ont été massacrées par l'armée congolaise pendant la nuit du 1^{er} au 2 septembre dans la prison de Makala dans la capitale du Congo, Kinshasa, lors d'une fusillade. Celle-ci se serait déroulée suite à une tentative d'évasion à l'occasion d'une coupure de courant.

Ce type de massacre est courant de la part de l'armée congolaise. Il y a un an, c'était les membres d'une secte religieuse qui s'apprêtaient à manifester contre l'ONU qui étaient mitraillés par l'armée, une cinquantaine d'entre eux étant tués.

Cette armée n'a pas d'autre vocation que de jouer les garde-chiourmes pour l'impérialisme, et de faciliter le pillage du pays par les entreprises occidentales, dans un pays où 3 personnes sur 4 vivent avec moins de 2€ par jour, malgré ses immenses richesses.

Des prisons... coloniales

Le massacre dans la principale prison de Kinshasa a été l'occasion de rappeler l'enfer que vivent les détenus dans cette ville de 17 millions d'habitants. Il s'agit d'une des deux prisons pour la ville, et les conditions y sont atroces.

Construite en 1957 par les colons belges, elle était faite pour 1.500 détenus, et n'a jamais été rénovée depuis. Ce sont actuellement près de 15.000 personnes qui s'y entassent ! Mis à part les quelques détenus les plus riches, la plupart des prisonniers ne sortent jamais de leurs cellules, où ils ont à peine la place pour rester debout. Le journaliste Stanis Bujareka Tshiamala, qui y a été enfermé, a filmé les cellules où les individus sont obligés de dormir les uns sur les autres, à même le sol, dans des salles sans électricité.

Les gardiens ne se risquent pas à entrer dans la prison, et nomment certains détenus pour assurer l'ordre, en punissant les détenus et en leur extorquant de l'argent au passage. Les violences y sont nombreuses, en particulier envers les femmes.

Les conditions sanitaires y sont catastrophiques, avec environ 4 WC pour 2.000 personnes. La nourriture y est rarement distribuée, et beaucoup de détenus finissent par mourir de famine, de maladies, d'étouffement ou de violences. Ce serait plus de 500 personnes qui y seraient mortes rien qu'en 2023 selon un rapport de la Fondation Bill Clinton.

Les prisonniers sont pourtant majoritairement enfermés sans aucun jugement, la majorité étant en détention «provisoire», parfois depuis des années. Des journalistes ou

opposants se retrouvent dans cette prison ou dans un des nombreux cachots clandestins de la ville, quand ils ne sont pas assassinés immédiatement.

Les femmes comme boucs-émissaire

Encore plus que les hommes, les femmes enfermées dans la prison de Kinshasa subissent des violences quotidiennes. Comme le précise un témoin dans le journal Le Soir : «*A Makala, tout le monde viole, les prisonniers attaquent des femmes qu'ils disent être des prostituées, les policiers, les gardiens font la même chose et les militaires ne se privent pas non plus*».

Cette violence n'a rien de nouveau et était déjà organisée par les colons belges. L'écrivain congolais Paul Lomami Tchibamba, auteur du roman «Ah ! Mbongo» a décrit à quoi ressemblait l'entrée dans une prison de Kinshasa (à l'époque Léopoldville) : l'administration coloniale imposait aux prisonniers de gifler une détenue et de l'insulter, en expliquant que c'étaient les femmes qui étaient à l'origine de leur emprisonnement, car c'était soi-disant elles qui appauvrirent les hommes par leurs caprices. Une manière de tenter de détourner la colère des détenus vers les femmes congolaises plutôt que vers leurs véritables affameurs, les capitalistes occidentaux. La fin de la colonisation n'empêche pas de perpétuer ces oppressions barbares.

Israël - colère contre Netanyahu

Dimanche 1^{er} septembre, plus de 260.000 manifestants israéliens sont descendus dans les rues pour exprimer leur émotion à la suite de la mort de six des otages détenus à Gaza, dénonçant la responsabilité du gouvernement Netanyahu.

Beaucoup de participants ont été choqués de l'utilisation inhabituelle de la violence policière contre les manifestants israéliens. En effet,

sous prétexte de blocage de route, la police n'a pas hésité à utiliser grenades de désencerclement, canons à eau et charges à cheval.

De son côté, la principale centrale syndicale israélienne, la Histadrout, appelait à la grève générale lundi 2 septembre afin de faire pression sur le gouvernement pour qu'il cesse de saboter les négociations et qu'il conclue un cessez-le-feu immédiat pour le retour des otages. La grève a, semble-t-il, été relativement bien suivie dans l'éducation, les aéroports, les ports, les banques, les compagnies d'électricité, la poste et les transports, malgré son interdiction par un tribunal du travail.

Malgré leurs limites et les manœuvres politiciennes de l'opposition, ces protestations expriment un refus de l'union nationale derrière Netanyahu. Les manifestants lui disent clairement que sa sale guerre, qu'il justifie au nom des otages et de la vengeance des morts du 7 octobre, ne doit plus se faire en leur nom. Mais, au-delà, la population d'Israël ne pourra connaître la paix et la sécurité tant que l'oppression du peuple palestinien se poursuivra.

Hypocrite !

Au Royaume-Uni, le ministre des Affaires étrangères a annoncé suspendre la livraison de certains types d'armes vers Israël, s'inquiétant qu'elles puissent «*violier le droit humanitaire international*».

Sur 350 licences, au moins 320 autres types d'armes continueront d'être livrés par le Royaume-Uni. Comme si celles-là ne tuaient pas de civils...

**Suivez nous
sur les réseaux:**

Lutte Ouvrière Belgique.
Email: contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be